



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 26 mai 2025

Politique étrangère	2
De nouveaux chefs de mission nommés pour les ambassades de Finlande.....	2
Kirsikka Lehto-Asikainen, nommée Ambassadrice de Finlande à Paris à compter du 1er septembre 2025 ...	2
Les Premiers ministres nordiques se réunissent à Turku avec le nouveau chancelier fédéral allemand	2
Le président et le gouvernement ont discuté du soutien à l'Ukraine, de la situation à Gaza et des objectifs de la Finlande pour la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN.....	3
La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen au Liban et en Jordanie	3
Selon un sondage, les Finlandais sont très satisfaits de la manière dont le président Alexander Stubb a mené la politique étrangère finlandaise	4
Israël – Palestine	4
Le président du PSD Antti Lindtman exhorte la Finlande à reconnaître rapidement l'État de Palestine.	4
Le député Yrttiäho, de l'Alliance des gauches, estime que la relation privilégiée de Stubb avec les États-Unis empêche la reconnaissance de la Palestine	4
Le désaccord au sein du gouvernement sur la reconnaissance de la Palestine pourrait engendrer une situation particulière.....	5
Editorial.....	6
« La reconnaissance de la Palestine pourrait entraîner la chute du gouvernement Orpo » IS	6
Finlande – Russie	7
Réaction de la ministre des Affaires étrangères Valtonen à l'attaque massive de la Russie	7
Le ministre de la Défense ne s'étonne pas du renforcement de l'armement russe à proximité de la frontière finlandaise	7
La Russie a renforcé le contrôle de sa frontière avec la Finlande	7
Violation présumée de l'espace aérien dans le golfe de Finlande.....	7
La Finlande a convoqué l'ambassadeur de Russie.....	8
Défense	8
Interview du Général Janne Jaakkola : la pression pour renforcer l'organisation des forces armées finlandaises en temps de guerre s'intensifie	8
Politique européenne	10
Le Comité interministériel de politique européenne a discuté de la simplification de la Politique agricole commune de l'UE	10
OCDE.....	10
Rapport sur la Finlande	10
L'OCDE recommande à la Finlande de renforcer ses finances publiques et de stimuler une croissance économique durable	10
Economie	12
Les prévisions de croissance revues à la baisse.....	12
Politique intérieure.....	12
Le secrétaire général du Parlement soupçonné aussi de haute trahison	12
Parlement : l'action du Président du Parlement remise en question.....	12
Il a été informé des soupçons contre le secrétaire général du Parlement dès mars	12
Chrétiens-démocrates	13
Essayah veut continuer à la tête du parti	13

Vrais Finlandais	13
La position de Riikka Purra n'est pas ébranlée par l'effondrement de l'audience de son parti.....	13
Éducation	13
Des différences visibles entre les femmes et les hommes aux épreuves du baccalauréat	13

Politique étrangère

De nouveaux chefs de mission nommés pour les ambassades de Finlande Kirsikka Lehto-Asikainen, nommée Ambassadrice de Finlande à Paris à compter du 1er septembre 2025

Le 23 mai, le Président de la République a nommé aux postes de chef de mission les personnes suivantes : Petri Puhakka à Katmandou, Kirsikka Lehto-Asikainen à Paris, Eija Rotinen à Bogota, Antti Putkonen à Bagdad, Ville Cantell à Reykjavik, Lasse Keisalo à Lima, Katja Ahlfors à Dakar, Teemu Turunen à Londres et Stefan Lindström à Houston. Par ailleurs, le Président de la République a accrédité l'Ambassadeur Pekka Metso à Maurice.

Pour rejoindre Paris en septembre Kirsikka Lehto-Asikainen quittera son poste actuel d'Ambassadrice thématique pour le Golfe Persique. Auparavant, elle a occupé les fonctions de chef de mission à Tel-Aviv de 2019 à 2023, et de chef d'unité au sein du département Afrique et Moyen-Orient de 2014 à 2019. Kirsikka Lehto-Asikainen a été détachée au ministère de la Défense de 2013 à 2014. Elle a effectué ses études à l'ENA de 2012 à 2013. Elle a également travaillé à l'ambassade de Finlande à Paris de 2004 à 2007.

Elle est titulaire d'un diplôme en économie de l'École d'économie d'Helsinki et d'un master en affaires européennes et internationales de l'Université Paris-Panthéon-Sorbonne.

https://valtioneuvosto.fi/-/uusua-edustuston-paallikoita?languageId=en_US

Les Premiers ministres nordiques se réunissent à Turku avec le nouveau chancelier fédéral allemand

La Finlande et les Åland accueillent la réunion informelle d'été des Premiers ministres nordiques à Paimio et Turku lundi 26 mai. Les discussions porteront sur deux thèmes : la compétitivité et le renforcement de la sécurité globale.

La réunion, co-organisée par le Premier ministre Petteri Orpo et la cheffe du gouvernement d'Åland, Katrin Sjögren, réunit les dirigeants des gouvernements nordiques : Kristrún Frostadóttir (Islande), Jonas Gahr Støre (Norvège), Ulf Kristersson (Suède), Mette Frederiksen (Danemark), Aksel Vilhelmson Johannesen (Îles Féroé) et Jens-Frederik Nielsen (Groenland). Karen Ellemann, secrétaire générale du Conseil nordique des ministres, participera également aux discussions.

Les Premiers ministres discuteront aussi avec des représentants du monde des affaires nordique.

Lors de leur dîner de travail au château de Turku, les Premiers ministres seront rejoints par le chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz.

Le Premier ministre Orpo et le chancelier fédéral Merz poursuivront leurs discussions lors d'une réunion bilatérale mardi. Les discussions porteront notamment sur les relations entre la Finlande et l'Allemagne, ainsi que sur des questions européennes et internationales d'actualité.

Le lendemain le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, rencontrera le Chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz, mardi 27 mai 2025 à la résidence d'été présidentielle de Kultaranta, à Naantali.

https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-isanno-i-pohjoismaiden-paaministereita-ja-saksan-liittokansleria-paimiossa-ja-turussa?languageId=en_US

Le président et le gouvernement ont discuté du soutien à l'Ukraine, de la situation à Gaza et des objectifs de la Finlande pour la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN

Vendredi 23 mai, le Président de la République et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité du gouvernement ont discuté des efforts actuels visant à mettre fin à la guerre d'agression illégale menée par la Russie et à instaurer une paix durable et juste en Ukraine, ainsi que de la participation de la Finlande à l'Assistance à la sécurité et à la formation de l'OTAN à l'Ukraine (NSATU).

Le président et le comité ont revu un rapport sur la situation à Gaza. La Finlande exige qu'Israël assume ses responsabilités au regard du droit international et autorise l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. La politisation de l'aide par les parties est inacceptable. Le Hamas doit libérer les otages qu'il détient encore. Le président et le comité ont également souligné la nécessité de rétablir un cessez-le-feu et d'entamer des négociations de paix. La sécurité d'Israël et des Palestiniens doit être garantie conformément au droit international.

Le président et le comité ont discuté de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, qui se tiendra à Bruxelles le 5 juin. Cette réunion sera axée sur les préparatifs du sommet de l'OTAN à La Haye en juin. Elle devrait contribuer au renforcement de la dissuasion et de la défense de l'OTAN.

Le président et le comité ont également reçu un rapport d'étape sur les activités de formation internationale des forces de défense en 2026. L'adhésion de la Finlande à l'OTAN, le renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de défense et les changements importants de l'environnement de sécurité ont un impact considérable sur les activités de formation des forces de défense. En tant que membre de l'OTAN, les activités de formation s'inscrivent dans le cadre de la dissuasion et de la défense communes de l'Alliance, ainsi que dans la démonstration de ses capacités de défense.

https://valtioneuvosto.fi/-/tp-utva-ssa-esilla-ukrainan-tuki-gazan-tilanne-seka-suomen-tavoitteet-naton-puolustusministerikokoukseen?languageId=en_US

La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen au Liban et en Jordanie

La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen, se rend au Liban et en Jordanie les 26 et 27 mai. Au Liban, elle visitera également la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

Au Liban, la ministre Valtonen rencontrera notamment le président Joseph Aoun et le ministre des Affaires étrangères et des Émigrants, Youssef Rajji. Lors de sa visite au Sud-Liban, elle se verra présenter sur la mission de maintien de la paix des Nations Unies, la FINUL, où environ 200 soldats finlandais sont actuellement déployés.

En Jordanie, la ministre Valtonen rencontrera le roi Abdallah II et le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Ayman Safadi. Le programme de la visite du ministre en Jordanie comprend également des rencontres avec des représentants de l'ONU.

« La situation au Moyen-Orient s'est aggravée de manière alarmante avec l'intensification des opérations militaires israéliennes à Gaza. Il est essentiel d'engager le dialogue avec les pays de la région. La Finlande entretient d'excellentes relations avec la Jordanie et le Liban. Lors de ma visite, je tiens à remercier la Jordanie et le Liban pour leurs efforts considérables dans l'accueil des réfugiés syriens », a déclaré Valtonen.

« Je profiterai de cette occasion pour témoigner du soutien indéfectible de la Finlande à la mission de maintien de la paix de la FINUL au Sud-Liban et aux 200 soldats de la paix finlandais présents », a ajouté Valtonen.

https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-elina-valtonen-vierailee-libanonissa-ja-jordaniassa?languageId=en_US

Selon un sondage, les Finlandais sont très satisfaits de la manière dont le président Alexander Stubb a mené la politique étrangère finlandaise

Selon un sondage commandé par Maaseudun Tulevaisuus, plus de 80 % des personnes interrogées se sont déclarées très ou plutôt satisfaites de l'action du président dans la conduite de la politique étrangère. Environ un dixième d'entre elles se sont déclarées insatisfaites. Sept pour cent des personnes interrogées n'étaient pas sûres de leur position.

Les hommes étaient légèrement plus satisfaits que les femmes de l'action de Stubb.

Les résultats sont conformes aux précédents sondages d'opinion similaires. Au printemps, les citoyens avaient très mal évalué la direction de la politique étrangère finlandaise. Seule la confiance dans les capacités du président était bonne.

Environ un millier de Finlandais ont répondu à l'enquête menée par le cabinet d'études Kantar début mai. La marge d'erreur est de trois points.

Dem

Israël – Palestine

Le président du PSD Antti Lindtman exhorte la Finlande à reconnaître rapidement l'État de Palestine.

Selon le président du PSD, Antti Lindtman, la Finlande ne doit pas attendre que les grandes puissances comme la France et la Grande-Bretagne reconnaissent l'État de Palestine. Lindtman estime que la reconnaissance de la Finlande pourrait favoriser le processus international en faveur de la Palestine.

Sa position diffère ainsi de celle du président Alexander Stubb. Stubb a déclaré plus tôt cette semaine que si un « mouvement plus large » s'engageait en Europe, c'est-à-dire si, par exemple, la Grande-Bretagne, la France ou quelques autres pays reconnaissaient la Palestine, il serait bon que la Finlande soit « du bon côté de l'histoire ».

« La Finlande peut désormais avoir une importance plus grande que sa taille », a déclaré Lindtman samedi, au Petit Parlement du Parlement, où se tenait la réunion du conseil du parti.

« Si la Finlande informe maintenant la France qu'elle est prête à reconnaître [la Palestine], cela pourrait être le facteur qui fera bouger les choses », a déclaré Lindtman.

« Par conséquent, la Finlande devrait procéder à la reconnaissance maintenant, puis se rendre à New York en juin au plus haut niveau possible pour soutenir ce processus. »

Selon Lindtman, cela enverrait à Israël un message de la communauté internationale : les crimes de guerre commis par ce pays en Palestine sont inacceptables.

Lindtman estime que le vent a clairement tourné concernant Israël, notamment suite à l'annonce faite lundi dernier par le pays de son intention de s'emparer de l'ensemble de la bande de Gaza. « Cela a clairement suscité une réaction de la communauté internationale, et cela se reflète également ici, en Finlande. »

Par conséquent, Lindtman estime que la majorité des députés soutiendraient la reconnaissance de la Palestine au Parlement. « Je suis convaincu que la majorité des députés souhaitent que la Finlande se place du bon côté de l'histoire sur ce point. »

Dans son discours au conseil du parti, Lindtman a proposé que le gouvernement soumette au Parlement la question de la crise humanitaire à Gaza et la reconnaissance de l'État de Palestine sous la forme d'un rapport du gouvernement. Selon lui, sur la base de la position du Parlement, le président pourrait, en coopération avec le gouvernement, décider de la reconnaissance de la Palestine.

HS

Le député Yrttiaho, de l'Alliance des gauches, estime que la relation privilégiée de Stubb avec les États-Unis empêche la reconnaissance de la Palestine

« L'obstacle à la non-reconnaissance de l'État de Palestine par la Finlande réside dans le président Stubb et sa relation privilégiée avec les États-Unis », déclare le député de l'Alliance des gauches Johannes Yrttiaho.

Il estime que le président Alexander Stubb ne souhaite pas entrer en conflit avec le président américain Donald Trump.

« L'influence des États-Unis s'est manifestée par la manière dont Stubb, alors candidat à la présidence, a laissé entendre que la Russie et l'Iran étaient derrière l'attaque du Hamas. Stubb a affirmé que ces pays soutenaient directement et indirectement le Hamas afin de semer le chaos. Déjà quand il était candidat à la présidence, Stubb avait soutenu les attaques américaines et britanniques au Yémen. Dès sa première semaine de mandat, il a décidé d'envoyer des soldats participer à l'opération de bombardement de la mer Rouge », accuse Yrttiaho.

Il a également rappelé qu'en mai 2024, la Finlande n'avait pas rejoint l'Espagne, l'Irlande et la Norvège pour reconnaître la Palestine. À l'ONU, la Finlande s'est abstenue de voter en faveur de la reconnaissance.

Selon lui, les États-Unis, outre Israël, sont particulièrement responsables du génocide, car ils facilitent les actions de leur allié grâce à leurs livraisons d'armes. En tant qu'alliée des États-Unis, la Finlande est également complice. « Nammo, propriété de l'entreprise publique finlandaise Patria, fabrique des pièces de moteurs de missiles qu'Israël utilise également à Gaza. La Finlande a également décidé d'acheter à Israël un coûteux système de missiles de défense aérienne. Trois autres systèmes – non israéliens – figuraient également parmi les options proposées lors de l'appel d'offres. Des armes israéliennes ont également été achetées pour les nouveaux navires de la Marine », rappelle Yrttiaho.

KU

Le désaccord au sein du gouvernement sur la reconnaissance de la Palestine pourrait engendrer une situation particulière

En Finlande, de nombreux obstacles s'opposent à la reconnaissance éventuelle d'un État palestinien. La question pourrait être difficile à résoudre, tant sur le plan politique que, peut-être, sur le plan de la répartition des pouvoirs.

Le professeur de sciences politiques Tapio Raunio, de l'Université de Tampere, estime peu probable que, avec la composition actuelle de son gouvernement, la Finlande puisse reconnaître un État palestinien.

« Dans les gouvernements de coalition finlandais, même les petits partis peuvent avoir une grande influence. Si un ou deux partis s'y opposent, il est très difficile pour le Premier ministre de passer outre », explique Raunio. Il estime que cela affaiblirait la capacité du gouvernement à fonctionner et pourrait même entraîner sa chute.

Parmi les partis au pouvoir, les chrétiens-démocrates et le Parti des Finlandais ont critiqué la reconnaissance de la Palestine.

De son côté, le président Alexander Stubb a déclaré que si un mouvement plus large de pays se mobilise pour reconnaître la Palestine, il serait bon que la Finlande se range du bon côté de l'histoire.

La position du président est importante, car selon la Constitution, la politique étrangère de la Finlande est menée par le président en coopération avec le gouvernement.

Si le président et le gouvernement finissaient par être en désaccord sur cette question, nous nous retrouverions dans une situation exceptionnelle.

Markku Jokisipilä, directeur du Centre d'études parlementaires de l'Université de Turku, souligne qu'il existe en Finlande une forte pression interne en faveur d'un consensus sur la politique étrangère et de sécurité. Traditionnellement, une ligne commune a été recherchée jusqu'au bout, afin que le président, le gouvernement et même l'opposition puissent s'y engager. C'est pourquoi il est extrêmement rare que le président et le gouvernement aient une divergence d'opinions claire sur une question de politique étrangère.

« Je ne me souviens pas de quand cela se serait produit en Finlande. Il faut probablement remonter aux années 1930 pour savoir à quand remonte la dernière fois », déclare Jokisipilä. On ignore également ce qui arriverait en cas de divergence de positions entre le président et le gouvernement. Jokisipilä souligne que, selon la Constitution, le pouvoir de décision en matière de reconnaissance des États étrangers appartient au président.

En pratique, cela se déroule en séance plénière de réunion du gouvernement, sur la base d'une proposition formulée par ce dernier.

Mais que se passerait-il si le gouvernement refusait de faire une telle proposition malgré le souhait du président ? Jokisipilä affirme ne même pas connaître la réponse.

Le professeur Raunio estime qu'une situation de désaccord entre le président et le gouvernement sur la question de la reconnaissance d'un Etat étranger est problématique du point de vue.

En tout état de cause, il estime qu'il est encourageant de constater qu'un débat public sur la situation à Gaza et la reconnaissance de la Palestine a lieu en Finlande.

« Cela prouve que nos partis ne se cachent pas toujours derrière le dos du président. Un débat public très ouvert et constructif a actuellement lieu, ce qui, je pense, est excellent pour la légitimité et la démocratie de la politique étrangère. »

HS

Editorial

« La reconnaissance de la Palestine pourrait entraîner la chute du gouvernement Orpo » IS

Si la Finlande reconnaissait l'État de Palestine, cela entraînerait une crise gouvernementale, estime Timo Haapala, journaliste politique d'Ilta-Sanomat.

La situation à Gaza et en Palestine a été le sujet d'actualité numéro un dans le monde – et en Finlande – la semaine dernière.

En Finlande, la situation à Gaza, et en particulier la possible reconnaissance de la Palestine, ébranle déjà le gouvernement de Petteri Orpo.

Au sein du gouvernement s'est creusé un clivage qui s'accroît et pourrait même conduire à une crise gouvernementale.

La simple condamnation des actions d'Israël a ébranlé les chrétiens-démocrates pro-israéliens dirigés par Sari Essayah. La question est brûlante pour les chrétiens-démocrates, car le parti compte de nombreux sionistes fidèles qui défendront jusqu'au bout les actions d'Israël.

Le président du groupe parlementaire du parti, Peter Östman, dirige également le groupe parlementaire d'amitié avec Israël.

Le Premier ministre Orpo a opté pour une approche détournée pour condamner Israël sur X la semaine dernière. Mais la reconnaissance éventuelle de l'État de Palestine serait une toute autre affaire.

Les chrétiens-démocrates ne pourraient en aucun cas rester au gouvernement si cela devait se produire.

Néanmoins, même si les cinq députés du parti des chrétiens-démocrates quittaient le gouvernement, celui-ci ne s'effondrerait pas.

Riikka Purra a également clairement indiqué que le parti des Vrais Finlandais ne soutenait pas la reconnaissance de la Palestine. Le RKP d'Anders Adlercreutz, en revanche, y est favorable.

Le président Stubb joue un rôle décisif dans ce jeu. Si la reconnaissance est envisagée, elle sera discutée au sein du Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité (TP-UTVA) du gouvernement, présidé par le président. La décision doit être prise sur la base d'une proposition du gouvernement, mais Stubb est celui qui décide en dernier ressort.

La position officielle de la Finlande est depuis longtemps celle d'un modèle à deux États.

Mercredi, Stubb a déclaré « si un mouvement plus large se met en place, notamment au Royaume-Uni, en France ou dans quelques autres pays, il serait bon que la Finlande soit du bon côté de l'histoire ».

Certains partis prédisent que ce moment pourrait se produire dès l'été.

Un autre facteur expliquant la décision finlandaise est que la Suède a reconnu la Palestine en 2014 et la Norvège il y a un an. Le Danemark ne l'a pas fait.

Le Premier ministre Orpo a choisi une approche détournée pour présenter sa position. Il répond qu'il s'agit d'un « processus ».

Les rôles du président et du Premier ministre pourraient s'entrechoquer. Si Stubb agit activement, il pourrait mettre en danger le gouvernement et le Premier ministre d'Orpo.

Mais comme Orpo ne souhaite pas voir renverser son gouvernement, on peut supposer que le « processus » [de reconnaissance de la Palestine] dont il parle se poursuivra jusqu'aux prochaines élections.

Le PSD et l'opposition, à l'exception du Centre, réclament la reconnaissance d'un État palestinien, de sorte que le gouvernement n'aura pas un instant de répit. Et dans le même temps, les rangs du gouvernement se fissurent.

Une question demeure : Si Israël poursuit son inhumaine répression, restera-t-il alors un État palestinien à reconnaître ?

IS

Finlande – Russie

Réaction de la ministre des Affaires étrangères Valtonen à l'attaque massive de la Russie

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale) a réagi sur X aux frappes massives de la Russie en Ukraine qui ont eu lieu la nuit entre samedi et dimanche et qui ont tué 12 personnes.

« Encore des nouvelles dévastatrices de l'Ukraine hier soir alors que la Russie continue de cibler le pays – en particulier les civils – avec des drones et des missiles. Nous appelons la Russie à cesser la guerre et à soutenir un cessez-le-feu. Mes pensées vont aux victimes et à leurs familles », a écrit Valtonen.

HS, X

Le ministre de la Défense ne s'étonne pas du renforcement de l'armement russe à proximité de la frontière finlandaise

Selon le ministre de la défense, Antti Häkkänen, la Finlande est relativement bien au courant de ce qu'envisage la Russie. Le renforcement de son armement à proximité de la frontière orientale de la Finlande ne surprend pas le ministre, pour qui il n'y a rien de nouveau.

Häkkänen indique que la Russie a publié, il y a des années, un plan sur la mise en place de nouveaux districts militaires et de garnisons. Selon lui, il s'agit de rétablir les capacités de performance de l'époque de la guerre froide, en plus de nouvelles structures.

Häkkänen relève que la Finlande connaît relativement bien les plans russes.

Le ministre indique qu'il semblerait aussi que la Russie s'active dans la mer Baltique et qu'on voit des signes d'une présence militaire accrue dans cette région. Les tensions ont clairement augmenté dans la mer Baltique et dans la Golfe de Finlande, selon lui.

AL/dim

La Russie a renforcé le contrôle de sa frontière avec la Finlande

Selon les informations des Gardes-frontières finlandaises, la Russie a renforcé le contrôle de sa frontière et cherche à empêcher les tentatives de traversée entre la Finlande et la Russie.

Le commandant adjoint des gardes-frontières du Sud-Est de la Finlande, Antti Virta, estime qu'en ce moment, il est dans l'intérêt de la Russie qu'aucune immigration illégale ne soit autorisée à la frontière. La raison pour cela n'est pas connue.

Selon Virta, le risque de l'immigration instrumentalisée n'a pourtant pas disparu : les Gardes-frontières ont observé que quelques passeurs continuent de faire la publicité pour la route vers la Finlande sur les réseaux sociaux.

La situation à la frontière reste stable et elle est suivie de près, selon Virta.

HS

Violation présumée de l'espace aérien dans le golfe de Finlande

Deux avions militaires russes sont soupçonnés avoir violé l'espace aérien finlandais au large de Porvoo dans l'après-midi du 23 mai 2025.

« Nous prenons au sérieux cette violation présumée du territoire au sérieux et une enquête est en cours », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkänen.

Les gardes-frontières enquêtent sur cette affaire et fourniront des informations complémentaires au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête.

Vn

La Finlande a convoqué l'ambassadeur de Russie

Le ministère finlandais des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Russie, Pavel Kuznetsov, pour un entretien suite à la violation présumée de l'espace aérien survenue vendredi au large de Porvoo.

HS

Défense

Interview du Général Janne Jaakkola : la pression pour renforcer l'organisation des forces armées finlandaises en temps de guerre s'intensifie

Le commandant des forces armées finlandaises, Janne Jaakkola, affirme que l'organisation de la défense finlandaise doit être revue.

Les forces armées finlandaises envisagent d'accroître le nombre et la composition de leurs troupes composition en temps de guerre en raison de la menace russe et de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN.

« L'organisation actuelle a été optimisée uniquement pour la défense nationale », déclare Jaakkola.

Le récent rapport gouvernemental sur la défense souligne que l'administration de la défense doit déterminer si les opérations des forces alliées en Finlande nécessitent une modification de la taille des forces de défense. Selon Jaakkola, par exemple, dans le nord de la Finlande, il est nécessaire de développer la logistique et la capacité d'accueil des forces alliées.

« Le rapport précisera s'il est nécessaire de renforcer ou d'accroître les effectifs en temps de guerre à cette fin, ou si les effectifs actuels peuvent être suffisants. »

Jaakkola souligne que l'organisation actuelle des forces de défense en temps de paix est héritée de la réforme des forces de défense d'il y a dix ans, voire plus d'il y a longtemps. Elle a depuis dû être corrigée. L'effectif actuel des forces en temps de guerre, qui compte 280 000 soldats, est également hérité de cette période.

Jaakkola affirme que de nouveaux éléments sont constamment introduits dans la défense. Ces changements sont dus, par exemple, aux progrès de la technologie militaire et à l'adhésion à l'OTAN.

Jaakkola commande les forces de défense finlandaises depuis plus d'un an. Pourtant, il reste un général inconnu pour de nombreux Finlandais. Cela s'explique peut-être en partie par sa carrière dans les forces spéciales de l'armée finlandaise, qui ne se font pas remarquer.

Les soldats ont tendance à soutenir leurs chefs dans les moments difficiles. Jaakkola reçoit toujours de nombreux éloges de la part de ses subordonnés. Il est décrit comme une personne ouverte d'esprit et pleine d'empathie.

Jaakkola s'est fait connaître en novembre dernier lorsqu'il a exprimé son souhait d'un débat public sur les mines antipersonnel lors d'une interview sur MTV3.

L'intervention de Jaakkola a été perçue comme une déclaration contre le Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Il dément. Selon lui, il n'a pas soulevé activement la question, mais a simplement répondu à une question d'un journaliste.

Jaakkola souligne qu'au moment de l'interview, l'enquête du ministère de la Défense sur les mines antipersonnel était déjà en cours. « Je n'avais pas besoin d'en parler, mais je ne vais pas non plus mentir ni contredire la vérité, car c'était en préparation et à l'étude. Le nier aurait été contraire à mes propres principes. »

Selon Jaakkola, il est regrettable que l'affaire ait depuis « pris une telle ampleur ».

Selon Jaakkola, une mine n'est pas une arme miracle, mais un élément d'une défense préparée à l'avance, avec d'autres éléments : enceintes, fortifications, tirs...

La guerre mobile, rapide et mécanisée pratiquée auparavant par la Russie à l'époque s'est aujourd'hui transformée en guerre d'usure en Ukraine. La raison en est l'utilisation généralisée des drones, l'efficacité de la guerre électronique, des capteurs avancés et des armes à longue portée comme l'artillerie et les lance-roquettes.

« Nous ne voulons pas combattre comme les Ukrainiens. Aucun pays occidental – et j'affirme également qu'aucun pays oriental – ne veut combattre comme l'Ukraine l'a fait en raison des circonstances, car la liberté de mouvement lui a été interdite. »

Cependant, les forces armées finlandaises doivent être capables de se défendre dans des positions avantageuses, souligne Jaakkola.

Il parle de « tactiques du faible au fort ». Il faut concentrer ses forces dans des positions avantageuses. « Nous ne pouvons pas nous permettre de nous imposer une défense rigide et d'attendre que le voisin multiplie les tirs indirects et les drones ; nous nous retrouverions alors comme en Ukraine. C'est hors de question », déclare-t-il.

Jaakkola affirme que l'enquête secrète sur les mines menée par les forces de défense a examiné la place des mines dans la défense finlandaise. « Cela signifie qu'il y aura des fortifications, des enceintes, etc. Aucun civil ne viendra sauter sur nos mines. »

Vous avez donc estimé qu'il n'y aurait pas de civils sur le champ de bataille finlandais ?

« Il ne faut jamais dire jamais. Bien sûr, on ne peut pas totalement l'exclure. »

La Finlande augmente la part de ses dépenses militaires dans son PIB à 3 % cette décennie. L'OTAN pourrait proposer une part encore plus élevée l'été prochain.

Jaakkola assure que 3 % ne constitue pas la « liste de courses de généraux ». Outre les armes, il s'agit de stockage, d'infrastructures et de personnel. Autrement dit, l'ensemble de l'organisation, en conditions normales et d'urgence, doit être ajusté afin de pouvoir absorber de nouvelles ressources. « Chaque achat a un impact sur notre doctrine, notre organisation, notre formation, notre stockage, notre personnel, etc. »

Jaakkola explique qu'au début de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, les forces armées ont établi une liste de 150 lignes d'achats supplémentaires de matériel essentiel.

« Cette année, notre budget de défense s'élève à la modique somme de six milliards d'euros. Plus de la moitié de cette somme est consacrée à des investissements matériels. Ce n'est pas du développement durable. Nous aurons bientôt nos forêts – et en particulier les forêts – remplies de nouveau matériel, alors qu'il n'y aura ni entrepôts, ni utilisateurs, ni ressources allouées à leur entretien. »

Selon Jaakkola, les forces armées ont désormais de bonnes raisons de surévaluer les investissements matériels, mais la situation doit être équilibrée d'ici la fin de la décennie.

Jaakkola affirme qu'outre le cycle de planification traditionnel de 12 ans des forces armées, une planification plus rapide est également nécessaire. La situation sécuritaire fragilisée l'exige.

Il cite trois domaines majeurs dans lesquels nous devons accélérer : le leadership, la logistique et l'économie de guerre qui en découle, et les systèmes sans pilote.

Jaakkola considère que l'idée traditionnelle selon laquelle chaque branche des forces de défense, c'est-à-dire l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air, se voit attribuer sa propre décennie de développement, est dépassée.

Il justifie cette position en expliquant que les différentes branches des forces de défense disposent désormais de capacités de plus en plus nombreuses, c'est-à-dire d'armes et de systèmes, utilisables conjointement.

L'évolution rapide des technologies a suscité un débat sur la question de savoir si l'acquisition d'armes devrait d'ores et déjà se concentrer sur les systèmes sans pilote plutôt que sur les armes traditionnelles.

Jaakkola est un partisan de la position médiane.

« C'est un débat qui me préoccupe toujours. Est-il utile d'acheter des avions, des navires et des chars alors que ce sont des équipements tellement obsolètes ? » dit-il. « Ce que je veux dire, c'est que compte tenu de la situation géographique de la Finlande, nous ne devrions pas commencer à penser que notre système de défense se concentre sur un seul domaine spécifique. »

Jaakkola estime qu'au lieu de parler de véhicules, nous devrions plutôt parler de capteurs et de systèmes d'armes embarqués.

Il prend comme exemple les chasseurs F-35 achetés pour la Finlande : ils ne peuvent être considérés comme une technologie obsolète, car ils peuvent être constamment mis à niveau pour répondre aux conditions du champ de bataille moderne. Ce n'était pas le cas par le passé, où les chasseurs étaient modernisés, par exemple, tous les 15 ans.

Jaakkola estime que, pour l'instant, nous sommes toujours dans une situation où les avions traditionnels et les systèmes sans pilote sont nécessaires, mais le rôle de ces derniers est croissant.

Jaakkola se réjouit que la Finlande soit placée sous le commandement des opérations interarmées de Norfolk de l'OTAN, aux États-Unis. « J'aimerais souligner un point supplémentaire concernant Norfolk : sa zone de responsabilité sera définie à partir du nord, c'est-à-dire la direction arctique de l'OTAN. »

Jaakkola nous rappelle que l'OTAN n'a pas de stratégie arctique. Il est peut-être temps de se demander si elle est nécessaire.

HS

Politique européenne

Le Comité interministériel de politique européenne a discuté de la simplification de la Politique agricole commune de l'UE

Lors de sa réunion du vendredi 23 mai, le Comité interministériel de politique européenne du gouvernement a exposé les positions de la Finlande sur l'utilisation éventuelle des fonds gelés de la Russie pour soutenir l'Ukraine. Il a également discuté des positions de la Finlande sur la simplification de la Politique agricole commune de l'UE et des thèmes de plusieurs prochaines réunions du Conseil.

S'appuyant sur un débat international sur le sujet, le Comité a précisé les positions de la Finlande sur l'utilisation éventuelle des fonds gelés de la Banque centrale russe pour soutenir l'Ukraine. Les fonds excédentaires générés par la Banque centrale russe ont déjà été utilisés pour le remboursement de prêts accordés à l'Ukraine. Par ailleurs, il a été décidé d'affecter une partie des recettes au soutien militaire à l'Ukraine par le biais de la Facilité européenne pour la paix.

Le comité a également examiné la proposition de la Commission visant à simplifier la politique agricole commune de l'UE. Cette proposition vise à accroître la flexibilité des États membres et à alléger la charge administrative des agriculteurs. Elle s'inscrit dans le cadre plus large des efforts de la Commission visant à simplifier la réglementation européenne. La Finlande soutient les objectifs de la Commission visant à simplifier la politique agricole commune et à alléger la charge administrative.

https://valtioneuvosto.fi/-/eu-ministerivaliokunnassa-eu-n-yhteisen-maatalouspolitiikan-yksinkertaistaminen?languageld=en_US

OCDE

Rapport sur la Finlande

L'OCDE recommande à la Finlande de renforcer ses finances publiques et de stimuler une croissance économique durable

Vendredi 23 mai, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié sa dernière étude sur l'économie finlandaise et ses perspectives de développement économique.

L'OCDE perçoit un vaste potentiel de croissance économique propre en Finlande. Cependant, des réformes structurelles seront nécessaires pour exploiter ce potentiel. L'OCDE recommande notamment à la Finlande de renforcer l'enseignement supérieur, d'attirer des immigrants hautement qualifiés et d'améliorer les incitations à l'investissement.

Par ailleurs, de nouveaux ajustements des finances publiques sont nécessaires en raison de la hausse des dépenses de défense.

Selon l'OCDE, l'économie finlandaise a démontré sa capacité à se remettre de la crise déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine, mais la Finlande doit poursuivre ses efforts pour maintenir sa prospérité à long terme. L'OCDE constate que la Finlande se remet lentement d'une profonde récession, mais que l'environnement économique international est devenu de plus en plus incertain et fragmenté. La croissance de la productivité finlandaise s'est affaiblie et les risques d'une baisse dominant l'économie.

L'OCDE estime que l'économie finlandaise connaîtra une croissance de 0,7 % cette année et de 1,1 % l'année prochaine, grâce à la baisse des taux d'intérêt et la hausse du pouvoir d'achat. Cependant, les défis géopolitiques seront plus importants et pourraient avoir un impact plus important que prévu à court terme.

Selon le rapport, la Finlande dispose de bonnes opportunités pour une croissance économique forte et propre si elle parvient à tirer parti d'une énergie bon marché et de l'excellence de son ingénierie.

L'OCDE exhorte la Finlande à poursuivre ses efforts d'assainissement budgétaire en raison de la hausse des dépenses de défense. Cette hausse entravera les efforts visant à réduire le déficit public et à stabiliser la dette publique. L'OCDE estime qu'il est important que la Finlande améliore l'efficacité des dépenses publiques et réduise les aides d'État.

L'organisation propose que le gouvernement central renforce son pilotage financier des régions de santé menacées d'insolvabilité.

Le rapport recommande de réduire les inadéquations sur le marché du travail, autrement dit d'améliorer l'adéquation entre les emplois et les demandeurs d'emploi. Il est également important d'accroître le niveau de compétence et de stimuler les investissements.

L'OCDE recommande de concentrer les ressources de l'enseignement supérieur sur les étudiants préparant leur premier diplôme. Le taux de réussite dans l'enseignement supérieur en Finlande était le plus élevé des pays de l'OCDE en 2000, mais en 2023, il était tombé à la 30e place.

L'organisation recommande d'imposer des frais de scolarité pour les diplômes supplémentaires après un premier diplôme à un même niveau. Parallèlement, des qualifications post-universitaires plus courtes et des micro-certifications orientées vers le marché du travail devraient être développées parallèlement aux programmes diplômants.

La Finlande devrait autoriser la spécialisation des petits établissements d'enseignement supérieur et développer leur financement afin d'inciter les établissements à collaborer dans l'enseignement. Un recours accru aux solutions d'enseignement numérique pourrait être envisagé. Ce type de réformes améliorerait l'efficacité des fonds alloués à l'enseignement supérieur.

Un financement accru de la recherche dans l'enseignement supérieur par les entreprises, faible en Finlande par rapport aux autres pays de l'OCDE, serait bénéfique.

De plus, selon le rapport, la Finlande a besoin de travailleurs étrangers hautement qualifiés pour pallier la pénurie de compétences et relever les défis du vieillissement de la population. Le manque de compétences linguistiques constitue un obstacle à l'attraction et à l'intégration des talents étrangers.

L'OCDE recommande d'étendre le programme Talent Boost et de développer son cadre d'évaluation. Des politiques linguistiques flexibles de la part des entreprises faciliteraient l'intégration en Finlande.

La Finlande attire les étudiants étrangers, mais leur manque de réseaux professionnels et de possibilités de stage entrave leur recherche d'emploi.

L'OCDE estime que la Finlande n'atteindra pas son objectif de zéro émission nette (dit de neutralité carbone) d'ici 2035.

Réduire les émissions provenant des sols serait le moyen le plus rapide et le moins coûteux d'accélérer les progrès. À cette fin, l'OCDE propose de mettre en œuvre le programme de croissance forestière et de réduire les émissions provenant des sols par le biais de subventions, de financements privés et de réglementation.

La transition vers une industrie propre est bien engagée, mais les investissements dans l'électricité à faibles émissions demeurent incertains. Le rapport recommande à la Finlande de simplifier les procédures d'autorisation, de promouvoir le réseau intelligent et le stockage d'énergie, et de renforcer la sécurité des infrastructures.

Le développement de la filière hydrogène est freiné par l'incertitude entourant les énergies renouvelables et la demande, ce qui freine l'utilisation de l'hydrogène vert dans l'industrie.

L'OCDE recommande un financement de départ soutenu par l'État afin de stimuler les investissements privés dans la transition vers une économie propre. Le rapport préconise de renforcer les incitations à investir dans les procédés industriels à faibles émissions. Les mesures à cet effet comprennent les partenariats public-privé, les garanties, les incitations fiscales et le recours aux financements de l'UE.

Les changements d'affectation des sols exercent une pression sur la biodiversité et nécessitent des mesures d'adaptation accrues. L'OCDE recommande à la Finlande d'adopter des objectifs législatifs en matière de biodiversité et de mieux intégrer la biodiversité et l'adaptation au développement économique.

https://valtioneuvosto.fi/-/10623/oecd-kehottaa-suomea-vahvistamaan-julkista-taloutta-ja-vauhdittamaan-kestavaa-taloukasvua?languageId=en_US

Lire le rapport de l'OCDE :

https://www.oecd.org/en/publications/oecd-economic-surveys-finland-2025_985d0555-en.html

Economie

Les prévisions de croissance revues à la baisse

Les prévisions de croissance économique finlandaises de plusieurs agences de prévision sont plus modérées qu'au début de l'année. Par exemple, les Caisses d'épargne ont révisé leurs prévisions à la baisse, passant de 1,4 % à 0,7 % de croissance pour cette année.

Les dernières prévisions des banques se situent autour de 1 %.

Le chômage devrait dépasser légèrement 8 % cette année. Les derniers chiffres du taux de chômage sont également légèrement supérieurs à ceux du début de l'année.

KL

Politique intérieure

Le secrétaire général du Parlement soupçonné aussi de haute trahison

Selon Helsingin Sanomat, Pelttari, secrétaire général du Parlement, est soupçonné, outre de ne pas être intervenu contre la possibilité d'accès à des documents confidentiels de certains fonctionnaires à la retraite de la Supo, de divulgation d'informations confidentielles en matière de sécurité.

Pelttari n'a pas commenté ces informations, ni n'a souhaité le faire le directeur de l'enquête, le procureur Tarmo Tanner.

HS/sam/A10

Parlement : l'action du Président du Parlement remise en question

Il a été informé des soupçons contre le secrétaire général du Parlement dès mars

Helsingin Sanomat relève que la commission de la chancellerie centrale, instance parlementaire dirigé par le président du Parlement, Jussi Halla-aho, n'a pris la décision sur le lancement d'une procédure concernant le secrétaire général du Parlement, Antti Pelttari, que le 22 mai, alors que le soupçon le concernant s'est su en mars. Il s'agira d'évaluer si Pelttari devrait être suspendu de ses fonctions pour la durée de l'enquête préliminaire.

Halla-aho a indiqué, jeudi, que la commission avait évoqué la question de façon informelle à plusieurs reprises, alors qu'une procédure réglementée est prévue pour de telles situations.

Helsingin Sanomat relève que lors de la conférence de presse du jeudi dernier, Halla-aho n'a pas non plus informé le public du fait que Pelttari était soupçonné également d'avoir divulgué des informations confidentielles en matière de sécurité.

Helsingin Sanomat se demande ce qui a motivé les entretiens informels au lieu d'entamer la procédure officielle, et estime que cela n'est pas dans l'intérêt du Parlement, ni de la protection juridique de Pelttari.

HS/sam/A10

Chrétiens-démocrates

Essayah veut continuer à la tête du parti

Sari Essayah, 58 ans, présidente des Chrétiens-démocrates, brigue un nouveau mandat à la tête du parti. Elle l'a déclaré samedi, lors de la réunion du conseil du parti.

La présidence des Chrétiens-démocrates est de deux ans.

Les Chrétiens-démocrates éliront leur présidente et leurs trois vice-présidentes lors de leur congrès les 23 et 24 août.

Essayah dirige les Chrétiens-démocrates depuis 2015. Lors du dernier congrès du parti, elle a été élue à l'unanimité.

Sa prédécesseuse, Päivi Räsänen, a dirigé le parti pendant 11 ans, de 2004 à 2015.

Ces deux dernières années, Essayah a été ministre de l'Agriculture et des Forêts dans le gouvernement de Petteri Orpo.

IS

Vrais Finlandais

La position de Riikka Purra n'est pas ébranlée par l'effondrement de l'audience de son parti

Au sein du Parti des Finlandais, la ligne du parti est critiquée, mais peu l'expriment ouvertement, et surtout pas contre Riikka Purra, estime l'éditorialiste d'Ilta-Sanomat.

À trois semaines du congrès du parti, l'audience des Vrais Finlandais s'est effondrée, mais rien ni personne ne semble ébranler la position de Riikka Purra. Le calme règne.

Des critiques subsistent, mais rares sont ceux qui s'expriment publiquement.

L'un des rares critiques est Teemu Keskisarja, historien et député candidat au poste de premier vice-président. Keskisarja, qui suit sa propre voie, a déclaré que la direction du parti ne peut « continuer inchangée ou harmonieusement sans voix dissidente ».

Keskisarja pourrait également briguer la place de Purra, mais c'est peu probable. Keskisarja ne critique pas Purra publiquement non plus.

Le seul candidat face à Purra au congrès de Lahti serait apparemment l'ancien secrétaire du parti, Arto Luukkanen. En pratique, il n'a aucune chance de renverser Purra.

Le fait est, cependant, que Riikka est si talentueuse qu'il serait difficile de la remplacer à la tête du parti pour le moment.

Mais tout sera-t-il différent à l'automne ? Les critiques concernant les politiques économiques et gouvernementales menées actuellement seront-elles plus nombreuses au sein du groupe parlementaire ?

Selon les résultats des sondages, près de la moitié des députés actuels seraient battus. Le partenaire gouvernemental, le Parti de la coalition nationale, craint que la situation n'entraîne une plus grande imprévisibilité du groupe parlementaire des Vrais Finlandais.

IS

Éducation

Des différences visibles entre les femmes et les hommes aux épreuves du baccalauréat

Selon la Commission du baccalauréat, il existe des différences visibles entre les femmes et les hommes dans les épreuves du baccalauréat au niveau des matières que les élèves choisissent et les notes obtenues.

En moyenne, les femmes obtiennent de meilleures notes aux épreuves du baccalauréat que les hommes. Selon la secrétaire générale de la Commission du baccalauréat, Tiina Tähkä, les filles obtiennent de meilleures notes que les garçons déjà au collège et à l'école primaire : le niveau de départ est donc différent, ce qui joue sur les résultats scolaires au lycée.

Les hommes ont de meilleures notes aux épreuves du baccalauréat de mathématiques longues et d'anglais que les femmes. Ce printemps, 570 hommes ont obtenu la meilleure note en mathématiques longues, contre 408 femmes. Le nombre de femmes qui participent à l'épreuve de mathématiques longues a toutefois augmenté : auparavant, la majorité était des hommes, mais en ce moment, la proportion de femmes et d'hommes est presque égale.

Les femmes ont de meilleures notes aux épreuves de langue maternelle (finnois ou suédois) et de littérature. Ce printemps, 73 % des élèves qui ont obtenu la meilleure note à l'épreuve de langue maternelle et de littérature étaient des femmes.

Environ 25 000 élèves obtiendront le baccalauréat ce printemps, dont 57 % sont des femmes.

HS